Discours de Marisol Touraine – Vœux à Esvres-sur-Indre

Vendredi 28 janvier 2011

****

Merci chère Lucie de nous accueillir dans votre commune pour cette cérémonie de voeux, merci de vos mots d'accueil. Permettez-moi de saluer l'ensemble des élus présents, Jacques Durand, le Président de la Communauté de communes du Val-de-l'Indre, les maires, certains sont venus d'un peu loin, et en tous cas de toute la circonscription, même au-delà de la circonscription. Permettez-moi de saluer aussi mon ancien collègue à l'Assemblée, Jean-Jacques Filleul, les représentants de la gendarmerie, les responsables d'associations, ils sont nombreux et je les en remercie, les militants, militants socialistes notamment, dont le travail est évidemment essentiel à la vitalité démocratique. Et puis les amis tout simplement, les amis au fond c'est important, c'est toujours important et puis il y a des moments où c'est particulièrement important de les sentir à ses côtés. Et puis je voudrais remercier de sa présence, de son travail, de son engagement, l'ensemble de mon équipe parlementaire qui est aujourd'hui rassemblée, tourangelle, parisienne, ils savent à quel point je m'appuie sur eux et comment je ne pourrais pas mener mon action sans leur concours.

Alors j'ai fait une infidélité à Truyes, vous l'avez à votre manière souligné chère Lucie, puisque j'avais pris l'habitude de vous convier à mes vœux à Truyes, parce que c'est une commune assez centrale dans la circonscription, mais Esvres en bonne voisine répond bien à cette nécessité, que l'ensemble de ceux, notamment du sud du département, qui souhaitent pouvoir venir, le fassent dans d'assez bonnes conditions. C'est l'occasion pour moi aussi d'excuser l'absence de Jean-Claude Landré, qui aurait souhaité être présent, conseiller général de ce canton, mais qui est retenu par des procédures un peu compliquées d'expertise, vous savez que sa maison de vacances a brûlé et évidemment ce sont des choses compliquées. En tous cas j'avais la volonté de vous accueillir dans une commune centrale, puisque c'est cette année, comme toutes les années, en tant que députée que j'ai le plaisir de vous recevoir. Et puis il faut le dire, j'ai toujours été accueillie à Esvres avec chaleur, avec amitié chère Lucie et encore récemment à l'occasion de la présentation de vos propres vœux.

Les vœux sont un rituel, un rituel qui est plutôt agréable, qui permet de rencontrer la population. C'est un moment où l'on peut saisir un peu de l'atmosphère d'une commune, de la population. Et puis il arrive aussi que l'on puisse percevoir un peu de la personnalité des élus et au fond comme souvent dans la vie, ceux qui font de l'agressivité politique ou tout simplement de la discourtoisie la plus banale et la plus médiocre leur marque de fabrique, et bien ceux-là sont bien minoritaires et je me réjouis dans tous les cas, partout où je suis allée, d'avoir reçu un accueil chaleureux de la part des habitants.

Il reste quelques petits jours pour nous souhaiter une bonne année 2011, et même si j'ai déjà eu l'occasion d'adresser à la plus grande partie d'entre vous mes vœux pour cette nouvelle année, permettez-moi de vous les renouveler, de souhaiter à chacune et chacun d'entre vous une année de petits et grands bonheurs, une année d'accomplissement personnel, professionnel, associatif, une année de sérénité tout simplement, parfois c'est ce qui nous manque dans la vie collective. Je voudrais d'ailleurs nous souhaiter collectivement, plus de bienveillance, plus de solidarité, peut-être aussi plus de tolérance, les uns envers les autres.

Je sais bien que les années électorales ne sont pas propices à la bienveillance et à la tolérance. Et c'est vrai qu'en 2011 nous allons avoir de nombreux rendez-vous électoraux, au moins deux et il ne faut pas évidemment les oublier, même si nous avons un peu tendance, ici comme partout ailleurs, à vivre les yeux rivés sur 2012. On se demande bien ce qui va se passer en 2012 qui concentre autant d'attention, autant d'intérêt ! Mais enfin, l'année 2011 est une année qui électoralement va être importante. Je crois qu'il faut savoir donner du contenu et du rythme au temps si l'on ne veut pas se laisser opprimer par ce que Gilles Finchelstein, dans un livre qui vient de sortir, appelle la « dictature de l'urgence ». Nous avons tendance à ne voir que le présent, à subir un peu le temps plus qu'à le maîtriser. Moi je pense qu'au fond la campagne cantonale, puisque c'est la première qui vient dans le calendrier de 2011, viendra en son temps et à son heure. C'est loin deux mois ! Car il nous reste deux mois avant ce rendez-vous important et donc il me paraîtrait absurde aujourd'hui de rythmer mon activité en fonction d'un rendez-vous qui n'a lieu que dans quelques semaines. Tout comme il me paraîtrait absurde que certains imaginent d'ores et déjà pouvoir enjamber ce rendez-vous électoral important et se projeter comme si de rien n'était dans les mois et les années à venir. Les élections sont un moment de la vie démocratique, il ne faut ni les précipiter, ni les mésestimer. Ces rendez-vous avec la

population sont essentiels et vous pouvez évidemment compter sur moi pour mener la campagne qui s'annonce avec ténacité et engagement, car je crois que c'est une manière de respecter les électeurs que de jouer pleinement le jeu de ces rendez-vous électoraux, sans les minimiser mais sans non plus faire comme si l'ensemble de la vie politique devait tourner autour d'eux.

Oui, les rendez-vous électoraux sont des moments importants. Les victoires ne sont jamais acquises et les défaites programmées jamais garanties. Ce qui est vrai au niveau local l'est au niveau national et vice-versa. Prenez-le dans le sens qui vous amuse ou qui vous intéresse. Mais en tous cas moi je le dis très simplement, à ceux qui imaginent déjà que 2012 c'est dans la poche pour les socialistes, je leur dis de ne pas imaginer que les victoires sont acquises avant même que les batailles n'aient été menées. L'impopularité du président de la République aujourd'hui atteint des records absolument spectaculaires et il y a dans notre pays un rejet que je crois très légitime et très fondé de ce qu'il met en œuvre, de la manière dont il conduit l'action de notre pays et de la façon dont il se projette dans l'avenir. Pour autant, pour prétendre le battre, il faudra évidemment que la gauche fasse preuve d'imagination, de crédibilité et de raison et c'est à cela que nous devons, pour ce qui nous concerne nous socialistes, nous engager dans les mois et années à venir.

Je voudrais très rapidement, car je n'ai pas l'intention d'être trop longue, vous dire qu'il me semble que nous avons trois défis à relever, trois points sur lesquels je souhaiterais mettre l'accent.

Le premier c'est le pessimisme français. On en a beaucoup parlé, j'ai déjà eu l'occasion de l'évoquer, mais au fond ce pessimisme qui est sans doute excessif, est le signe d'un pays qui ne croit plus en la politique, qui n'a plus de repères, qui ne se retrouve plus dans ceux qui le dirigent et qui s'interroge sur son avenir. Pour dire les choses de façon assez simple, on pourrait imaginer que la question de l'emploi, du chômage écrase tout. Moi cet après-midi j'ai visité une entreprise à Chambray (le maire de Chambray est là) qui rencontre de grandes difficultés. Il y a quelques mois j'ai rencontré une autre entreprise qui avait de grandes difficultés. A chaque fois nous parlons de dizaine d'emplois, quand je dis de dizaines c'est une quasi centaine d'emplois qui sont menacés. Comment ne pas voir, au moment où on nous annonce au niveau national, ce qui est corroboré au niveau local, des chiffres du chômage extrêmement négatifs, plus de 5 % d'augmentation du chômage dans notre pays

l'année dernière, ce qui veut dire qu'il y 4 millions, plus de 4 millions de Français qui dans notre pays n'ont pas d'emploi. 4 millions de Français, c'est-à-dire 4 millions de familles, dans lesquelles il faut faire attention aux fins de mois, il faut s'interroger sur les projets d'avenir, il faut s'interroger sur la possibilité ou pas d'envoyer ses enfants en vacances. Il faut parfois tout simplement se demander si on va être capable d'assumer les études des enfants, d'autant plus que ces jeunes, qui s'engagent eux dans une vie étudiante ou dans une vie de formation par alternance, n'ont aucune garantie de pouvoir être respectés, reconnus, intégrés de façon durable dans une activité professionnelle avant un âge relativement avancé. Que penser d'un pays dans lequel en gros, on nous essore, on demande aux salariés de travailler toujours plus, toujours plus entre 30 et 50 ans mais à qui on dit avant 30 ans qu'ils n'ont aucune expérience et qu'ils ne méritent donc pas d'être respectés et intégrés et à qui après 50 ans on explique qu'ils sont trop vieux pour être productifs ? Franchement, un pays qui n'est pas capable de donner sa place aux jeunes et aux moins jeunes est un pays qui évidemment ne peut que nous conduire dans le mur et c'est d'ailleurs le plus étonnant dans les débats parfois ubuesques qu'il y a au niveau national quand j'entends dire que les Français ne travaillent pas assez. Mais les Français n'ont qu'une envie c'est de travailler tout court, c'est de travailler davantage, à des activités qui soient valorisantes. Travailler davantage lorsque leur entreprise leur fait une place à part entière. Travailler davantage lorsqu'ils ont le sentiment que leur travail est reconnu et respecté. Et je crois qu'il y a là quelque chose d'important : la reconnaissance et le respect du travail.

On nous fait des grands discours sur la soi-disant paresse des salariés français, paresse sans doute de ceux qui n'ont pas d'emploi alors qu'ils en cherchent, paresse sans doute de ceux qui sont confrontés au harcèlement ou au stress, paresse de tous ceux qui s'interrogent jour après jour sur le niveau de leur rémunération. Alors qu'au même moment, en pleine crise économique, alors que le président de la République nous fait des discours sur la régulation, sur la nécessité de se battre contre les paradis fiscaux, sur la nécessité de revoir à la baisse les stock-options, à ce même moment nous apprenons que les patrons français sont en Europe ceux qui ont la rémunération la plus élevée. Au même moment nous apprenons que les objectifs de remise en cause des paradis fiscaux ont fait pschit et qu'ils ne sont plus à l'ordre de jour de la réunion de Davos qui se tient actuellement. Nous apprenons que tel ou tel patron – on ne va pas citer les noms mais on les connaît – a fait valoir ses stock-options, a levé comme on dit ses options et a, en une après-midi, que dis-je en quelques minutes, bénéficié d'une

valeur de 100, 300, le dernier en date 800.000 € en quelques instants grâce à la spéculation en bourse. Moi j'appelle cela le salaire de l'indécence. Et face à ce salaire de l'indécence, les salariés français, ceux qui jour après jour travaillent, ceux qui jour après jour essayent de se battre pour faire en sorte que leur famille s'en sorte mieux, et bien ceux-là ont le sentiment d'être abandonnés par un pouvoir politique qui leur a fait de grandes promesses mais a tenu fort peu depuis qu'il est au pouvoir.

Comment dans ces conditions là ne pas avoir le sentiment que « tout fout le camp », passez-moi l'expression, que notre pays est amené au bord du précipice et que jour après jour on nous demande de renoncer à ce que certains considèrent comme des privilèges et qui n'est simplement rien d'autre qu'un modèle social construit dans la durée depuis la fin de la dernière guerre.

Alors dans ce contexte c'est vrai que la politique gouvernementale offre peu de perspectives et je ne crois pas qu'il faille se laisser prendre aux discours de ce président de la République qui aujourd'hui se présente comme protecteur, puisque c'est le dernier mot à la mode ; président protecteur qui pourtant depuis qu'il est là n'a eu de cesse d'accroître les clivages dans la population, n'a eu de cesse d'opposer les uns aux autres et qui aujourd'hui fait mine de s'étonner de la montée du Front national dans notre pays, Front national qui, il ne faut pas craindre de le dire, constitue aujourd'hui encore une véritable menace contre notre démocratie. Président protecteur véritablement celui qui au cours des derniers mois a méprisé non seulement les partenaires sociaux mais les millions de Français qui dans la rue ont manifesté leur opposition au projet de loi sur les retraites et à la remise en cause des fondements de notre protection sociale ?

Face à cela je crois véritablement que nous devons entrer dans une politique qui soit une politique qui s'inscrive dans la durée, qui accepte de construire une société rassemblée, plus apaisée, dans laquelle évidemment le travail doit avoir une place tout à fait centrale. Et je le dis, je crois que les prochains mois, ceux qui vont nous emmener jusqu'en 2012, devront être consacrés à la proposition d'un projet pour la reconstruction de la France, le redressement si l'on veut, mais la reconstruction de la France, reconstruction économique évidemment, reconstruction sociale aussi car je crois que nous devons démontrer que l'efficacité, la compétitivité de notre économie sont compatibles avec un modèle social affirmé et revendiqué et puis reconstruction civique aussi, pour ne pas dire morale, car il me semble que notre pays a tendance de

temps en temps, et ses dirigeants en particulier, à perdre de vue les valeurs de notre République.

Dans ce contexte là et c'est la deuxième chose que je veux vous dire, les socialistes ont un devoir, ils ont une exigence, celle d'être au rendez-vous des prochaines échéances. Les Français ne nous pardonneraient pas de ne pas être à même de proposer un projet alternatif à celui que nous prépare le président de la République, qui sera évidemment candidat à sa propre réélection. Les socialistes ont parcouru beaucoup de chemin au cours des mois passés, ils ont connu des périodes difficiles, qui ne méritent pas de rester parmi leurs pages de gloire. C'est vrai que depuis quelques années, les bisbilles, pour ne pas dire autre chose entre les dirigeants, les affrontements de personnes, les querelles d'ego, les courses de chevaux…ont donné le sentiment de l'emporter sur l'affrontement des idées et la proposition des projets. Là encore je crois que beaucoup de travail a été accompli au cours des derniers mois et cela s'est senti, l'opposition est de retour dans ce pays. Il appartiendra à l'opposition d'être à-même de convaincre les Français qu'elle peut transformer l'essai et s'imposer dans la bataille de 2012.

Et pour cela il ne faut pas se tromper de calendrier. Il faut me semble-t-il que les socialistes, et la gauche, mais les socialistes sont eux qui m'intéressent au premier rang, élaborent un projet, un projet cohérent, un projet crédible, un projet enthousiasmant. Je le dis très simplement, on ne peut pas d'un côté promettre la lune ou se contenter d'annoncer des larmes, de la sueur et du sang, comme le disait dans un ordre différent le grand Churchill. Mais véritablement il nous faudra être à même de porter les Français vers un avenir meilleur et un avenir plus positif. Il nous faudra être capable au fond d'être les candidats de l'optimisme et de l'espoir plutôt que ceux du déclassement français. Notre pays est englué dans le pessimisme. Celui qui gagnera sera celui qui sera capable de montrer que l'espoir peut être rebâti et que l'avenir appartient à chacun. Nous n'avons pas à subir notre destin, nous n'avons pas à subir le déclassement et le déclin.

Alors il y a un risque d'émiettement à gauche. Il a joué à plein en 2002, il n'est pas totalement écarté pour les prochaines échéances même si à l'évidence cela pourrait faire le jeu du président de la République qui a l'air de se satisfaire du niveau élevé des intentions de votes pour Marine Le Pen.

Je le dis, ne nous trompons pas de combat et faisons en sorte de construire ce projet et de choisir un candidat à même de nous rassembler. Il y a des candidats qui mieux que d'autres pourront l'emporter. Faisons en sorte de ne pas affaiblir les candidats qui aujourd'hui apparaissent en mesure de l'emporter. Et moi je le dis très simplement, c'est une chose qui est connue, mais je le réaffirme solennellement, je souhaite que Dominique Strauss-Kahn soit le candidat des socialistes, je souhaite qu'il prenne la décision de se réinvestir dans la vie politique nationale. Je crois qu'il est aujourd'hui celui qui peut le mieux allier crédibilité et imagination sociale, engagement et conviction et en même temps élaboration d'une utopie. Mon engagement pour sa campagne, pour sa candidature, sera sans faille. S'il devait ne pas être candidat, il me semble alors que le choix pour les socialistes serait très ouvert.

Dépasser le pessimisme, reconstruire notre pays, élaborer un projet alternatif, cela passe par un esprit de rassemblement et d'unité. C'est le troisième point sur lequel je voulais vous présenter quelques éléments.

C'est évidemment vrai nationalement, les socialistes ont besoin d'être unis on l'a dit. Le pays parfois a besoin d'être rassemblé. C'est souvent vrai. J'ai dit que je considérais que la politique de Nicolas Sarkozy était inutilement diviseuse et porteuse d'affrontements. Mais ce qui est vrai nationalement l'est aussi localement. Si la démocratie a besoin de confrontation, tout ne relève pas de la confrontation politique. La démocratie a évidemment besoin de confrontation et vous savez, ça n'est pas moi qui vous dirai le contraire. Je pense avoir montré largement que la confrontation politique ne me faisait pas peur et qu'il s'agisse des débats nationaux ou des débats locaux, je n'ai pas l'habitude de mettre mes idées, mes valeurs, mes convictions dans ma poche. Et à l'occasion du débat sur les retraites je crois avoir montré que l'on pouvait être intraitable sur les valeurs et respectueux de ses adversaires.

Mais tout ne relève pas de la confrontation politique. Quelle fatigue pour les gens qui imaginent que tout est affrontement, que tout est bagarre, bataille ! Peut-être s'agit-il de personnalités particulièrement dotées d'énergie, je ne sais pas, mais en tout cas, il me semble qu'il y a des moments, des terrains, des sujets qui méritent la confrontation et puis il y a des valeurs, des intérêts, des passions même qui doivent pouvoir rassembler et unir.

Alors au niveau local, puisque j'ai beaucoup parlé du niveau national, je crois que cela est vrai et d'ailleurs la vie locale, la vie dans nos territoires est souvent faite de l'union des forces qui viennent de toute part. Des élus, des associations, des responsables se rassemblent, discutent, échangent pour faire en sorte que la vie de ceux qui habitent à un endroit donné soit la plus agréable, la plus positive, la plus attractive possible.

Je suis étonnée de voir que dans notre département, qui avait plutôt la réputation d'être un département apaisé, un département dont les valeurs étaient celles de la douceur de vivre, ce qui n'est pas toujours favorable au dynamisme et à l'innovation mais enfin ce qui a d'autres qualités, je suis étonnée de voir ressurgir certains débats qui me paraissaient appartenir au passé. Par exemple, l'affrontement entre les zones urbaines et les zones rurales. On a vu ce débat se faire dans tous les sens : il y aurait la mauvaise agglomération, la méchante agglomération tentaculaire qui viendrait empiéter sur les vertueuses campagnes, et puis tout d'un coup c'est l'inverse c'est la bonne agglomération qui seule détiendrait la vérité. Je crois franchement que nous pouvons essayer de travailler dans un esprit apaisé et je le dis comme députée d'une circonscription à la fois urbaine et rurale, avec des identités territoriales très différentes, très diverses, et toutes très affirmées, qui d'ailleurs ne se définissent pas uniquement comme rurales ou de l'agglomération mais qui valorisent, ces territoires, les échanges, les communions, les intérêts partagés. C'est pour moi l'occasion de dire mon amitié à Jean Germain, dont je pense qu'il mène une activité positive non seulement pour l'agglomération mais pour l'ensemble du département.

Je plaide au-delà pour l'apaisement dans la gestion et je regrette parfois l'excès de polémiques stériles. L'ardeur, l'ardeur dans les combats menés c'est une excellente chose, à condition que l'ardeur mise à défendre des projets ne finisse par occulter l'utilité même de ces projets, tant on est concentré sur la manière dont se mènent les politiques plutôt que sur leur contenu. Au fond trop d'ardeur, c'est parfois un peu démobilisateur pour la population et pour ceux qui sont chargés de mener les projets. Je crois que nous avons dans ce département maintenant les moyens de l'apaisement. Nous avons, au niveau du Conseil général, mené une politique de redressement au cours des années passées. Politique de redressement qui a notamment imposé une fiscalité plus élevée que ce que certains d'entre nous auraient souhaité, c'est notamment mon cas. Mais je crois que la conjonction d'une situation économique difficile, d'une politique de l'Etat indéfendable et de la mise en avant de projets auxquels nous sommes attachés en matière sociale notamment, en matière

d'équipements sportifs et culturels, la conjonction de ces différents éléments rendait inévitable le recours à la fiscalité pour financer la plupart de ces projets. Notre politique a été couronnée de succès puisque le redressement des finances du Conseil général a été réalisé, ce qui doit donc nous permettre d'aborder les années à venir de manière sereine et apaisée et de concilier l'ambition dans l'élaboration des projets et la maîtrise dans la construction de nos budgets. Je souhaite en tous cas que ce projet puisse rassembler largement et au-delà même des rangs de la majorité.

Voilà chers amis ce que je voulais vous dire. Avec vous, formuler des vœux. Des vœux pour chacun d'entre vous, formuler des vœux pour notre pays, formuler des vœux pour notre département. Jean Jaurès, le grand Jean Jaurès, disait que « l'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches, mais qu'elle justifie l'invincible espoir » et je pense qu'ensemble nous pouvons rester convaincu que l'invincible espoir est le meilleur horizon que nous puissions avoir. Merci à vous.